ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 15 février 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les règles de fonctionnement du Service d'incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 21 février 1994 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 15 februari 1994 door de Minister van Fianciën, Begroting en Openbare Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende de Werkingsregels van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en drigende medische Hulp", heeft op 21 februari 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

> "Gelet op de hoogdringendheid (de besluiten zijn uitermate belangrijk om een goede werking van de Brandweerdienst mogelijk te maken en de rechtsonzekerheid weg te werken) hadden wij graag dat het advies zou worden verstrekt binnen de bij artikel 84 van de gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn".

*

* *

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

Observation générale.

Si l'on compare le règlement-type prévu à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 6 mai 1971 fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie à l'arrêté en projet, on constate que les articles 29 à 32 dudit règlement-type, relatifs aux bâtiments, n'ont pas été intégrés à l'arrêté en projet. Suivant les délégués du Gouvernement, il s'agit, là, d'une lacune qu'il convient de combler.

Préambule.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'alinéa 2 s'écrira :

"Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, notamment les articles 8, 9, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, 10, modifié par la loi du 11 janvier 1984, 10bis, inséré par l'arrêté royal n° 264 du 31 décembre 1983, 11, 12 et 13, modifié par la loi du 16 juillet 1993;".

3. L'alinéa 3 doit être omis, les articles 352 et 353 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 se bornant à modifier la loi du 31 décembre 1963.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 4 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

5. A l'alinéa 5, il faut écrire :

"... notamment l'annexe 2, modifiée par l'arrêté royal du 12 septembre 1977;".

6. A l'alinéa 6, on écrira :

"... notamment l'annexe 1, modifiée par les arrêtés royaux des 4 octobre 1985 et 14 octobre 1991;".

7. L'alinéa 7, qui constitue le proposant, doit être placé après le préambule.

8. A l'alinéa 8, doit être visé l'arrêté royal du 20, non du 29 juillet 1972. Il convient aussi de mentionner les textes modificatifs de l'arrêté; on ajoutera donc :

", modifié par les arrêtés royaux des 27 mars 1974, 5 juin 1978, 2 octobre 1978, 4 décembre 1990 et 29 juillet 1992;".

9. Les alinéas 10, 11 et 12 seront fusionnés.

10. Les alinéas 13 et 14 doivent être intervertis.

A l'alinéa 14, devenant l'alinéa 13, on visera plutôt l'accord du Ministre du Budget et de la Fonction publique.

Proposant.

Comme le Conseil d'Etat l'a rappelé à de nombreuses reprises, les Secrétaires d'Etat ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Il y a donc lieu d'omettre, dans le proposant, les mots "et du Secrétaire d'Etat compétent pour le Service d'incendie et d'aide médicale urgente".

Pour le même motif, le Secrétaire d'Etat V. ANCIAUX ne peut signer l'arrêté.

Dispositif.

Chapitre Ier.

L'intitulé de ce chapitre appelle la même observation que celle faite, dans l'avis L. 23.128/VR, à propos de l'intitulé du chapitre II de l'arrêté en projet "fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale".

Article 2.

1. A l'alinéa 1er, les mots "Sans préjudice des pouvoirs du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale", doivent être omis.

2. Au même alinéa, deuxième phrase, on remplacera les mots "assume la responsabilité de ..." par les mots "assure l'organisation, le bon fonctionnement et la discipline du Service d'incendie".

Article 3.

La disposition en projet se réfère à une circulaire du Ministre de l'Intérieur qu'elle entend reproduire.

Il est incorrect de se référer à un texte qui n'a aucune portée réglementaire; il faut supprimer cette référence et se borner à énumérer les missions qui sont confiées au Service d'incendie, en respectant les règles de la légistique et en rédigeant le texte d'une manière plus correcte (par exemple aux 2), 3) et 4)).

Article 4.

La disposition en projet doit déterminer, non seulement l'autorité qui doit établir le règlement, mais également l'ensemble des matières dont il doit traiter et, notamment, celles faisant l'objet des prescriptions de l'article 4 du règlement-type prévu à l'annexe I de l'arrêté royal du 6 mai 1971 fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie.

Article 5.

1. Au point 1), devenant le 1°, comme l'intéressé aurait la possibilité de se faire examiner par son médecin personnel, mieux vaut intercaler les mots "le cas échéant" entre les termes "procéder" et "à l'examen médical".

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée des termes "sans préjudice des dispositions relatives à la médecine du travail". Il faut être plus explicite.

2. Dans la seconde phrase du point 2), devenant 2°, le terme "coresponsable" est inadéquat; il n'y a, en effet, aucune idée de responsabilité; l'officier-médecin est chargé de la formation et de la régulation médicale, comme l'ont admis les délégués du Gouvernement. Le texte doit être revu.

Article 10.

La disposition en projet ne mentionne pas si l'officier-chef de service doit veiller au bon état des hydrants, ce qui serait souhaitable.

Article 18.

La phrase introductive s'écrira :

"Art. 18. L'officier-chef de service veille à la rédaction des rapports sur le modèle fixé par ...:".

Article 23.

La disposition fait double emploi avec celle de l'article 26 du projet d'arrêté "fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale" faisant l'objet de l'avis L. 23.128/VR. Comme en ont convenu les délégués du Gouvernement, elle doit être omise.

Article 24.

Conformément à la légistique formelle, le texte néerlandais de cette disposition devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Exécutoire.

Le Secrétaire d'Etat ne pourrait tenir le pouvoir d'assurer l'exécution de l'arrêté en projet que d'une délégation accordée par le Ministre auquel il est adjoint, non du Gouvernement.

On écrira donc :

"Art. 25. Les Ministres qui ont la Fonction publique et le Service d'incendie et d'aide médicale urgente dans leurs attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

Observation finale.

Il est renvoyé à la plupart des observations finales faites dans l'avis L. 23.128/VR donné sur le projet d'arrêté "fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

> Gelet op de hoogdringendheid (de besluiten zijn uitermate belangrijk om een goede werking van de Brandweerdienst mogelijk te maken en de rechtsonzekerheid weg te werken) hadden wij graag dat het advies zou worden verstrekt binnen de bij artikel 84 van de gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn".

*

* *

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen.

Indien men het modelreglement bedoeld in bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 6 mei 1971 tot vaststelling van de modellen van gemeentelijke reglementen betreffende de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten vergelijkt met het ontworpen besluit, stelt men vast dat de artikelen 29 tot 32 van dat modelreglement, die betrekking hebben op de gebouwen, niet zijn opgenomen in het ontworpen besluit. Volgens de gemachtigden van de Regering moet in die leemte worden voorzien.

Aanhef.

1. Aan het eind van het eerste lid schrijve men "..., inzonderheid op de artikelen 5 en 56;".

2. Het tweede lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, inzonderheid op de artikelen 8, 9, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, 10, gewijzigd bij de wet van 11 januari 1984, 10bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 264 van 31 december 1983, 11, 12 en 13, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;".

3. Het derde lid moet vervallen, daar de artikelen 352 en 353 van de gewone wet van 16 juli 1993 zich ertoe bepalen de wet van 31 december 1963 te wijzigen.

4. Aan het eind van het vierde lid schrijve men "..., inzonderheid op artikel 8;".

5. In het vijfde lid schrijve men "..., inzonderheid op bijlage 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 september 1977;".

6. In het zesde lid schrijve men "..., inzonderheid op bijlage 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 oktober 1985 en 14 oktober 1991;".

7. Het zevende lid, dat het voordrachtformulier vormt, moet na de aanhef voorkomen.

8. In de Franse tekst van het achtste lid moet worden verwezen naar het koninklijk besluit van 20 juli 1972, in plaats van het besluit van 29 juli 1972. Er moet eveneens worden verwezen naar de teksten die het besluit wijzigen; derhalve voege men eraan toe : "..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 maart 1974, 5 juni 1978, 2 oktober 1978, 4 december 1990 en 29 juli 1992;".

9. Het tiende, het elfde en het twaalfde lid moet worden samengevoegd.

10. De volgorde van het dertiende en het veertiende lid moet worden omgekeerd.

In het veertiende lid, dat het dertiende lid wordt, moet veeleer worden verwezen naar het akkoord van de Minister van Begroting en Openbaar Ambt.

Voordrachtformulier.

De Raad van State heeft er herhaaldelijk op gewezen dat de staatssecretarissen geen deel uitmaken van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Bijgevolg schrijve men in het voordrachtformulier : "Op de voordracht van de Minister-Voorzitter en de Minister van Financiën, Begroting en Openbare Ambt,".

Om diezelfde reden is Staatsecretaris V. ANCIAUX niet bevoegd om het besluit te ondertekenen.

Bepalende gedeelte.

Hoofdstuk I.

Omtrent het opschrift van dit hoofdstuk behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke in het advies L. 23.128/VR is gemaakt in verband met het opschrift van hoofdstuk II van het ontworpen besluit "tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dient voor Brandweer en Dringende Medische Hulp".

Artikel 2.

1. In het eerste lid moeten de woorden "Onverminderd de bevoegdheden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering" vervallen. Men schrijve dus : "De operationele dienst van de Brandweerdienst wordt geleid ...".

2. In hetzelfde lid, tweede volzin, vervange men de woorden "draagt de verantwoordelijkheid voor ..." door de woorden "is belast met de organisatie en de goede werking van, alsmede de tucht bij de Brandweerdienst".

Artikel 3.

De ontworpen bepaling verwijst naar een circulaire van de Minister van Binnenlandse Zaken, die wordt overgenomen.

Het is verkeer te verwijzen naar een tekst zonder enige verordenende kracht; die verwijzing moet worden geschrapt, en men behoort zich ertoe te bepalen de taken op te sommen die aan de Brandweerdienst worden opgedragen, waarbij de voorschriften inzake wetgevingstechniek in acht moeten worden genomen en de tekst preciezer moet worden gesteld (bijvoorbeeld de punten 2), 3) en 4)).

Artikel 4.

De ontworpen bepaling moet niet alleen voorschrijven welke overheid het reglement vaststelt, doch ook het geheel van de aangelegenheden bepalen die erin moeten worden geregeld, inzonderheid die welke worden genoemd in artikel 4 van het modelreglement waarvan sprake is in de bijlage I bij het koninklijk besluit van 6 mei 1971 tot vaststelling van de modellen van gemeentelijke reglementen betreffende de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten.

Artikel 5.

1. In punt 1), dat onderdeel 1° wordt, zou het beter zijn de woorden "de kandidaten" te laten voorafgaan door de woorden "in voorkomend geval", daar de betrokkene in de gelegenheid wordt gesteld zich door de huisarts van zijn keuze te laten onderzoeken.

Voorts is het de Raad van State niet duidelijk wat wordt bedoeld met de woorden "onverminderd de bepalingen inzake arbeidsgeneeskunde". De tekst moet duidelijker worden gesteld.

2. In de tweede zin van punt 2), dat onderdeel 2° wordt, is de term "medeverantwoordelijk" ongeschikt. Er is immers helemaal geen sprake van enige verantwoordelijkheid. De officier-geneesheer wordt belast met de opleiding en de medische regulering; de gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens. De tekst moet worden herzien.

Artikel 10.

De ontworpen bepaling vermeldt niet of de officier-hoofd van dienst erop moet toezien dat de hydranten zich in goede staat bevinden. Zulks zou nochtans wenselijk zijn.

Artikel 18.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 18. De officier-hoofd van dienst ziet erop toe dat de volgende verslagen worden opgemaakt naar het model vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken :".

Artikel 23.

De bepaling is een overbodige herhaling van het bepaalde in artikel 26 van het ontwerp van besluit "tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp", waarover het advies L. 23.128/VR is verstrekt. De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat die bepaling moet vervallen.

Artikel 24.

Conform de wetgevingstechniek behoort dit artikel als volgt te worden gesteld :

"Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

Uitvoeringsbepaling.

De Staatssecretaris kan de bevoegdheid om het ontworpen besluit uit te voeren alleen ontlenen aan een delegatie die is toegekend door de Minister aan wie hij is toegevoegd, doch niet door de Regering.

Men schrijve dus :

"Art. 25. De Ministers tot wier bevoegdheid het Openbaar Ambt en de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp behoren, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

Slotopmerking.

Verwezen wordt naar de meeste slotopmerkingen gemaakt in het advies L. 23.128/VR dat is verstrekt omtrent het ontwerp van besluit "tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE,

Madame : M. PROOST, greffier,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,
staatsraden,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.